

Quelques observations sur la théorie de la politique optimale

Michel Boucher

Volume 49, numéro 3, juillet–septembre 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/803012ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/803012ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Boucher, M. (1973). Quelques observations sur la théorie de la politique optimale. *L'Actualité économique*, 49(3), 441–445.
<https://doi.org/10.7202/803012ar>

Quelques observations sur la théorie de la politique optimale

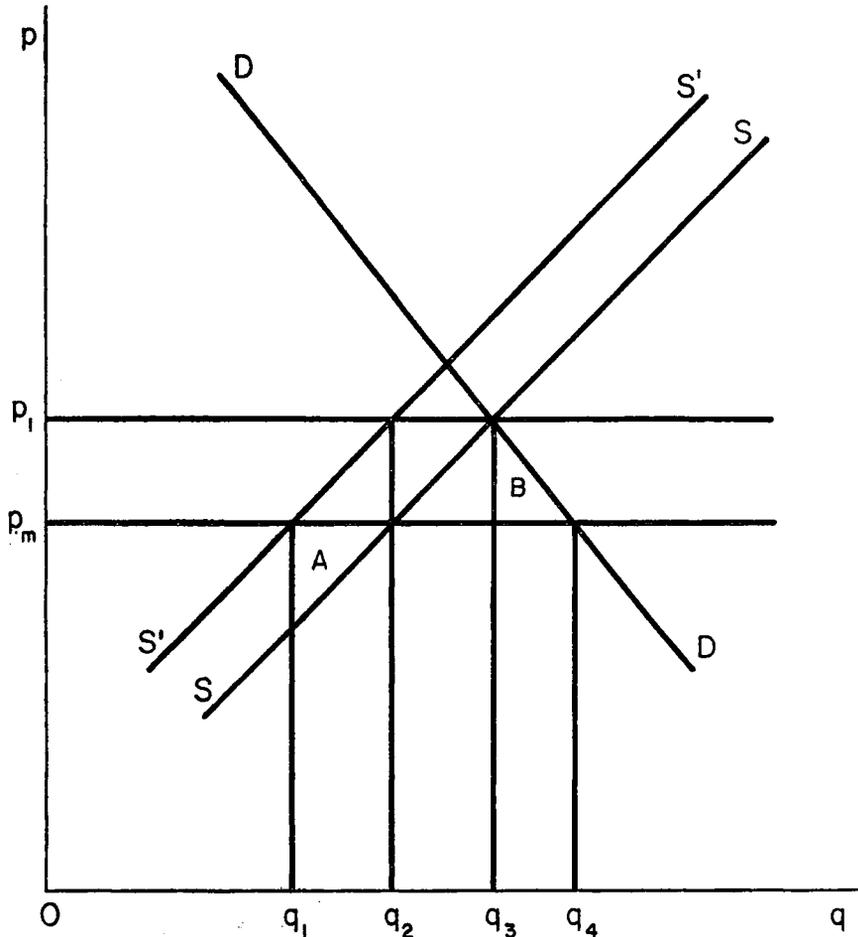
Nous rechercherons, d'abord, dans cette brève note, quelle est sur le plan théorique la nature du lien entre la politique commerciale et l'allocation des ressources d'un pays. Nous tâcherons, ensuite, d'établir le degré d'influence qu'exerce la première sur le comportement de la seconde en utilisant comme lien de comparaison les autres politiques dont l'Etat dispose. Toutefois, il convient avant d'attaquer d'emblée cette partie de la théorie de la politique optimale que constitue la politique commerciale, que nous fassions l'énoncé de certains principes généraux souvent reliés à la théorie de la politique économique.

Dans certains cas, le problème que nous avons à résoudre est le suivant : parmi toute la gamme des politiques, quelle est la meilleure au point de vue économique ? Il s'ensuit, dans le contexte des relations économiques internationales, qu'il ne faut pas, par un raisonnement à priori, restreindre l'éventail des options aux politiques n'ayant que des répercussions sur le commerce extérieur. En effet, limiter ainsi l'éventail des choix, c'est faire mine d'ignorer que, dans une situation donnée, il se peut que la meilleure politique se trouve en dehors du champ des options ainsi délimité. Or, cette tendance à rétrécir l'éventail des choix possibles à appliquer est d'ailleurs manifeste à travers l'analyse traditionnelle en matière de tarifs. Il est presque certain que cette attitude est à l'origine de certaines ambiguïtés de la doctrine qui ont prévalu jusqu'au début des années 1960. Ainsi, devrions-nous étendre l'univers des options pour y inclure toute la gamme des politiques accessibles destinées à ceux qui élaborent les diverses lignes de conduite en matière économique. Plus précisément, nous noterons alors, dans un modèle d'équilibre général, que chacun des instruments de politique peut influencer chacun des objectifs à atteindre, bien que les incidences relatives sur un ensemble donné d'objectifs varieront en raison de la diversité des instruments de politique disponibles. Et nous jugerons dès lors de l'efficacité d'une politique particulière et spécifique d'après le degré d'aptitude qu'elle possède d'exercer les répercussions jugées nécessaires sur l'objectif approprié, considéré comme une variable. Or, nous parvenons à ce résultat si, selon

le principe de la classification effective des marchés, l'instrument de politique choisi est celui qui est appliqué exclusivement à l'objectif fixé et sur lequel il exerce la plus grande influence relative.

Maintenant que nous avons mis en lumière ces grands principes fondamentaux de politique économique, nous pouvons énoncer certaines propositions qui, bien que revêtant chacune une formation bien particulière, donnent toutes néanmoins dans la théorie de la politique commerciale. Dans cette conjoncture, lors de la recherche de solutions en matière d'optimisation de l'échange et de maximisation de la production intérieure, le critère d'évaluation d'optimalité d'un instrument de politique sera son aptitude à faire disparaître la distorsion en cause,

GRAPHIQUE 1



sans toutefois donner naissance à aucune autre distorsion. En d'autres termes, l'instrument de la politique optimale en sera un qui minimise l'écart entre le coût privé et le coût social. Nous sommes désormais en mesure d'expliquer deux propositions¹ autour desquelles nous développerons notre pensée, en rapport avec l'intervention gouvernementale la plus désirable en vue d'obvier aux distorsions intérieures, lesquelles propositions, il va de soi, découlent de notre critère d'optimalité.

La première proposition affirme que la correction des distorsions intérieures peut se faire sans intervenir d'aucune façon (tarifs ou subventions) sur les activités du commerce international. L'exactitude de cette assertion découle directement des conditions marginales de premier ordre d'optimalité de Pareto universellement connues. En fait, seul l'argument du tarif optimal peut, du point de vue économique, justifier des interventions (tarifs ou subventions) sur l'échange. En effet, cet argument, se référant à la présence de monopoles ou de monopsones sur les marchés mondiaux, affirme que cette distorsion est la cause d'écarts entre les prix du marché et les coûts d'opportunité. C'est pourquoi les grands théoriciens des relations économiques internationales recommandent le tarif optimal comme moyen de remédier à cette distorsion internationale envisagée du point de vue national et notre critère d'optimalité est dès lors sauf, puisque cette première proposition en est la conséquence immédiate.

La seconde proposition qui consiste à affirmer que le recours aux tarifs ou aux subventions sur les échanges internationaux pour enrayer les distorsions intérieures est de nature à empirer les choses plutôt qu'à les améliorer, ne constitue en fait qu'une application de la théorie du *second best*. De fait, que dans de tels cas le tarif augmente ou diminue le revenu réel dépend du degré d'importance que prennent divers rapports reliés à la technologie ou à la conduite des agents économiques et ne saurait être nullement déterminé par un raisonnement à priori. Aussi, pour être bien en mesure d'évaluer le degré d'optimalité des autres instruments de politique qui restent lorsque la politique optimale n'est pas disponible, faut-il, avant tout, pouvoir analyser l'efficacité de chaque politique employée pour corriger la distorsion alléguée (il s'agit de l'aspect positif de la politique) et comparer ensuite cette norme d'efficacité aux distorsions que chacune de ces politiques peut susciter (il s'agit là de l'aspect négatif de la politique). Autrement dit, seul un raisonnement à posteriori permet de juger quel instrument de politique (en raison de son rang dans l'échelle des performances relatives) minimise l'écart entre le coût privé et le coût social.

1. Johnson, H.G. « Optimal Trade Intervention in the Presence of Domestic Distortions » dans *Trade, Growth and Balance of Payments*, Rand McNally, Chicago, 1965.

L'exemple suivant illustre les répercussions de ces deux propositions. Soit :

P_M = le prix mondial
 P_I = le prix intérieur
 d = la distorsion alléguée
 $P_I = (1 + d) P_M$

Le graphique 1 indique les conditions de la demande en l'important au prix mondial P_M et qui fait l'objet de production intérieure, moyennant une distorsion. A cause de cette dernière, la courbe de coût privé de production ainsi que de l'offre en termes monétaires SS' est, d'une part, plus accentuée que la courbe de l'offre réelle domestique et, d'autre part, elle correspond aux coûts de production réels SS dans une proportion d de cette dernière. Dans une situation de libre échange et en l'absence d'intervention gouvernementale, l'économie produira 0_{q_1} et importera q_1q_4 du bien en question. L'économie pourrait cependant remplacer q_1q_2 d'importations par un supplément de production intérieure et faire des épargnes sur le coût réel égales au triangle A , lequel représente la réduction de revenu réel causée par la présence d'une distorsion. Pour en arriver à ce résultat, les responsables de la politique économique doivent accorder une subvention à la production à un taux de d , représentant la proportion de l'excédent du coût privé sur le coût social réel de production. Par contre, si le gouvernement impose un tarif douanier sur les importations à raison d'un pourcentage de d , il obtiendra l'épargne de coût A , mais il restreindra du même coup la consommation totale d'un montant de q_3q_4 , ce qui entraînera une perte de surplus de consommation égale au triangle B . Cependant, il peut arriver que, pour des raisons particulières, il n'y ait pas moyen de recourir à la politique optimale ; par conséquent, pour paraphraser la théorie des effets de débordement, le but ultime de la politique choisie ne doit pas être d'éliminer les distorsions intérieures, mais plutôt de garantir la quantité la plus désirable de distorsions intérieures, c'est-à-dire celle qui maximisera la valeur de la production.

Par ailleurs, nous savons par l'analyse de la théorie de la protection² — les ouvrages empiriques et les études de simulation l'ont d'ailleurs établi³ — que le coût de production est censé être plus considérable que le coût de consommation. Il semble dès lors possible d'émettre le postulat suivant, à savoir qu'un tarif équivalent à la distorsion, établi aux fins de contrecarrer les distorsions intérieures du côté de la production, est

2. Johnson, H.G., « The Cost of Protection and the Scientific Tariff », dans *Journal of Political Economy*, vol. 67, août 1960, n° 4, pp. 327 à 345.

3. Voir Harberger, A., « Using the Resources at Hand More Effectively », *A.E.R. Proceedings*, mai 1959, vol. 59, pp. 134 à 147, et Johnson, H.G., « The Cost of Protection and Self-Sufficiency », dans *Quarterly Journal of Economics*, vol. 79, août 1965, n° 3, pp. 356 à 372.

plus de nature à accroître le bien-être économique qu'une situation libre échangiste. C'est que le tarif substitue le coût de consommation au coût de production. De fait, si nous comparons le bien-être économique qui peut résulter des différents choix, dans notre cas le protectionnisme et le libre échange, c'est le tarif qui nous donne la quantité minimale de distorsions propre à maximiser le bien-être économique. Il faut bien reconnaître que, si toutes les possibilités de politiques économiques applicables en vue de parvenir à l'optimum de Pareto sont mises de côté, la maximisation du bien-être économique devient alors un problème de la théorie du *second best*. En effet, une telle distorsion constitue une contrainte supplémentaire en présence de laquelle la fonction objective sera maximisée. Or, correspondant à cette solution (s'il y en a une effectivement), il existera une forme optimale d'intervention (encore à déterminer) permettant à un système concurrentiel de maximiser le bien-être économique. Dans notre cas particulier, la solution existait et la forme optimale d'intervention était relativement facile à trouver.

Michel BOUCHER.